

aucun conseil. Mais après la communication de tous les faits, de jour en jour et de mois en mois, après toutes les occasions que nous avons eues de faire des suggestions ou des critiques, si nous n'avons pas profité de ces occasions, bien que certains pensent que l'on aurait dû faire autre chose, critiquant une conférence de Berchtesgaden ou de Munich, on ne peut certainement pas prêter l'oreille à ces critiques aujourd'hui en présence d'une action unie dans notre pays.

Nous avons été témoins d'une lutte longue et lucide en faveur de la paix, entaché d'impudence, d'attaques intestines et d'humiliations. Nous avons été témoins de gouvernements perdant leur prestige après la faillite de tout effort possible pour restaurer le règne du sens commun et sauver le monde du sacrifice de vies humaines. Nous devons admettre que tout cela a failli. Il n'y a certainement personne d'assez obstiné pour ne pas constater l'extrême importance de la situation. L'Allemagne affirme que le traité de Versailles fut rigoureux. Oh! oui, il le fut. On ne peut se lancer dans une grande guerre et compter sur une paix généreuse. En jetant un regard en arrière, on souhaite que ce traité eût été généreux. Je me demande si nous eussions été en meilleure posture si ce traité eût été plus généreux. Il en est, et ils ont quelque peu raison aujourd'hui, qui croient que le traité a été défectueux en ce sens que l'on a trop fait confiance à l'Allemagne, que l'on a été trop généreux, à la lumière de qui est arrivé. Mais quoi que l'on dise au sujet du traité, de l'avis des gens raisonnables qui ont foi au droit, à la justice entre les hommes sans les mesurer proportionnellement à la force de chacun—qui croient à ces trésors de la civilisation qui seuls rendent la vie digne d'être vécue, de l'avis de ces gens, qui peut rester aveugle devant la situation qui nous affronte?

Mais l'Allemagne, ou plutôt celui qui seul la commande, dit: "Il nous faut de l'espace pour vivre." Et pour avoir cet espace il envahit la Pologne dont la densité de population est double de celle de l'Allemagne elle-même. Il a donné sa parole et engagé l'honneur de son pays, d'abord envers l'Autriche, puis envers la Tchéco-Slovaquie, puis la Pologne et l'Angleterre et, à l'heure choisie par lui, il a mis au rancart tous les traités et s'est prononcé pour la domination par le fer et par le sang.

Si les principes d'Hitler devaient prévaloir —et ils prévaudront à moins que les alliés ne soient victorieux—alors le monde que nous avons connu n'existera plus. Il n'y aura plus d'autre dynastie en Europe; la défaite signifiera l'établissement d'une autre forme de

constitution pour l'humanité entière et plus rien ne subsistera pour faire que la vie vaille la peine d'être vécue.

Je passe au devoir du Canada et aux moyens indiqués par le Gouvernement pour l'accomplir. Le discours du trône et les déclarations du premier ministre, en particulier les commentaires qu'il a faits le dimanche 1er septembre, contiennent des choses que j'approuve entièrement. Le premier ministre dit qu'il n'y a pas un foyer, pas une famille, pas un seul homme au Canada dont l'avenir et la liberté ne soient liés à la présente lutte. Ces paroles ne sont pas un lieu commun; elles sont vraies, et il n'en est jamais tombé de plus vraies de lèvres humaines. Apprenez ces paroles et de vous-mêmes vous en tirerez la vérité qui en découle, de vous-mêmes vous comprendrez ce que des êtres raisonnables doivent faire pour que cette lutte aboutisse éventuellement à la seule solution qui puisse assurer la vie au peuple canadien.

Le premier ministre a dit également que notre attitude en est une de collaboration efficace avec la Grande-Bretagne. Je suis reconnaissant aussi que ces mots aient été prononcés. Cette décision découle de la première prémisse. Souvenons-nous de cette décision et soyons un peuple uni pour assurer que ces mots se transforment sans délai en actes et que l'on n'ait rien à reprocher au Canada relativement au devoir qui lui incombe dans la présente lutte.

Il existe un malentendu—je l'appellerai ainsi—dont je tiens à entretenir la députation pendant un moment. Nous avons souvent entendu affirmer que notre devoir était de défendre notre propre sol. Bien qu'il soit vrai que ce soit là notre devoir primordial, je déplore l'importance que cette déclaration prenait dans le discours prononcé hier en un autre endroit et j'en parle seulement pour être sûr qu'il n'a pas été mal interprété. Que notre premier devoir soit de faire tout notre possible pour que notre population et notre sol soient protégés contre les attaques sur nos deux côtes, contre les raids aériens et contre les désordres internes, cela ne fait aucun doute. Ce que je veux signaler à l'attention, ainsi que je l'ai fait plusieurs fois déjà, c'est que quand nous aurons pris ces mesures destinées à assurer notre propre sécurité nous n'aurons pas pourvu à la sécurité du Canada. Nous n'aurons accompli que certains devoirs locaux qui, si nous n'étions pas ici pour le faire, devraient être accomplis par une troupe anglaise stationnée ici. Mais la sécurité en ce sens n'est que locale et temporaire. Je suis peiné de ce que nous ne puissions même pas pourvoir pleinement à notre propre sécurité. Nous ne sommes pas équipés pour cela. Que